

**Idelette Muzart Fonseca dos Santos, Denis Rolland,**  
*Le Brésil des gouvernements militaires et l'exil*  
L'Harmattan, 2008. pp.305-327

**L'INSTRUMENTALISATION DU PASSÉ :  
MÉMOIRE VIVE INCERTAINE, RÉVISIONNISME  
ET DÉLATION SUR INTERNET  
(ternuma.com)**

*Présentation et choix : Denis Rolland*



Inspiré (en contrepoint) du modèle remarquable du projet contre la torture parrainé par l'Eglise catholique « *Tortura nunca mais* » (Plus jamais de torture)<sup>1</sup>, le site Ternuma.com.br - soit « *Terrorismo nunca mais* » (Plus jamais de terrorisme) - a été créé en 1998<sup>2</sup>.

Il est très fréquenté, si l'on en croit le compteur installé en première page : plus d'un million deux cents mille visiteurs au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Touffu, il contient de très nombreux articles et documents, souvent signés par des militaires. Il est très régulièrement mis à jour et complété.

## **1. Des autorités trahies par la société : justification du coup d'Etat et apologie anti-communiste de la dictature**

Ce site a été fondé par un groupe « de démocrates civils et militaires » soucieux, lit-on sur la page de présentation, de « réhabiliter la vérité historique de la Révolution de 1964 », le coup d'Etat, de « s'opposer à tous ceux qui défendent encore les références communistes, travestis en démocrates ». Sans ambiguïté, le site conteste « une 'démocratie' qui nous est imposée, non d'abord par l'empire de la loi mais par la licence et par l'impunité qui couvrent d'une fausse politique de 'droits de l'homme' les actions criminelles des bandits, des sans-citoyenneté, des sans-terres, des sans-toits et des sans pays »<sup>3</sup>...

Avec ce qu'il considère comme devoir de mémoire impératif, l'apologie du coup d'Etat de 1964, de la lutte moins anti-terroriste peut-être qu'anti-communiste, le site où s'expriment donc de très nombreux militaires de haut rang revendiquant leur titre manifeste à tout le moins leur amertume face à une société dont ils considèrent qu'elle leur a demandé d'intervenir en 1964 avant de les laisser tomber plus tard ; en d'autres termes, ce site dénonce leur supposée position de **boucs-émissaires** - une idée très présente dans les dépositions d'officiers rassemblées dans trois ouvrages publiés par exemple par le CPdoc de la Fondation Getúlio Vargas puis dans une dizaine de volumes de témoignages édités en 2004, par la propre armée de terre.

Le site n'est cependant pas seulement tourné vers le passé. Il met en cause aujourd'hui le pouvoir du Parti des Travailleurs (PT), la présence de prétendus communistes dans la société brésilienne et au sein de l'appareil d'Etat ; il dénonce surtout avec vigueur les procès internationaux susceptibles de remettre en cause l'impunité des agents de l'Etat ayant pratiqué la torture<sup>4</sup>,

---

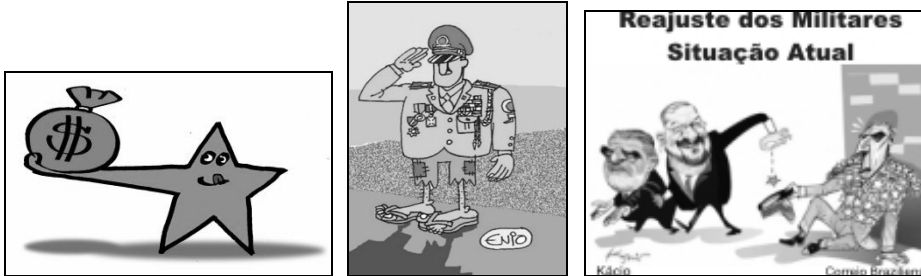
<sup>1</sup>. <http://www.torturanuncamais-rj.org.br/sa/default.asp> (consultation 16-01-2008).

<sup>2</sup>. <http://www.ternuma.com.br> (16-01-2008).

<sup>3</sup>. <http://www.ternuma.com.br/apres.htm> (16-01-2008).

<sup>4</sup>. La justice italienne a mis en cause 13 membres de la police et des forces armées brésiliennes (la plupart décédés) et demandé l'extradition des survivants, pour l'assassinat d'un Italien membre du PC do B et de la guérilla d'Araguaia, Libero Giancarlo Castiglia. La procédure qui fait grand bruit concerne plus d'une centaine de responsables des pays d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay notamment) accusés d'avoir torturé ou exécuté des citoyens d'origine italienne. Les

stigmatise un pouvoir responsable, lit-on, de la pauvreté et de l'abandon de l'armée - avec de nombreux textes et illustrations originaux ou repris de la presse du type :



Exemple de vignettes publiées sur le site :

à gauche, l'étoile du Parti des Travailleurs attirée par l'enrichissement ; au centre l'officier supérieur aux pieds nus ; à droite, l'aumône du gouvernement du PT aux militaires.

L'on dit que l'une des cautions si ce n'est l'un des inspirateurs ou animateurs de ce site serait Olavo de Carvalho. Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, certains de ses textes figurent de fait en toute première position sur le site et la numérotation dans l'architecture du site laisse à penser que l'un des textes que l'on trouve directement sur le portail serait – excusez du peu - le 83<sup>e</sup> de l'auteur mis en ligne sur ce site : cela tend à indiquer au moins un lien profond entre son auteur et la gestion du site<sup>1</sup>... Intellectuel venant du PC, s'affichant aujourd'hui comme très chrétien et à l'extrême droite de l'échiquier politique, anti-communiste très militant, déjà licencié de la revue *Epoca*, Olavo de Carvalho a été écarté (2005) du groupe médiatique Globo pourtant loin d'être proche de la gauche, pour être trop radical. Il est aujourd'hui professeur de philosophie à l'université privée *Centro Universitário da Cidade* ou *Faculdade da cidade*, donne des cours de philosophie politique aux Etats-Unis<sup>2</sup> et dispose d'espace de publications dans les *Jornal do Brasil* et *Diário do Comércio* où il déclenche parfois de violentes polémiques, en attaquant ainsi l'un des auteurs de ce livre, João Quartim de Moraes<sup>3</sup>.

---

militaires brésiliens argumentent en outre autour du fait que, dans la transnationale « opération Condor », (cf. le texte dans ce volume de Samantha Viz Quadrat dont la thèse portait précisément sur l'Opération Condor), même si des prisonniers auraient bien été échangés, le Brésil n'aurait pas été pilote, étant alors dans une phase de décrue de la dictature au Brésil.

<sup>1</sup>. <http://www.ternuma.com.br/olavo083.htm>

<sup>2</sup>. Site personnel : <http://www.olavodecarvalho.org/index.html> (16-01-2008).

<sup>3</sup>. Cf. par exemple <http://www.ipetitions.com/petition/quartim/index.html>, (16-01-2008).

## 2. Polémiques documentaires et chemins de la mémoire autour de l'amnistie

La polémique violente autour du site et de ses activités est visible sur internet<sup>1</sup>. Ici, nous nous contenterons d'évoquer trois problèmes essentiels d'une seule section qui nous paraît très directement constituer un matériau complémentaire pour l'historien, une des très nombreuses entrées du portail, la rubrique « *Onde eles estão ?* » (où sont-ils ?)<sup>2</sup> : celui de l'origine des sources et donc celui d'existence d'éventuelles sources cachées ; la question de la plausible réécriture des dites fiches (l'origine des erreurs ou mensonges) ; le travail de la mémoire et donc aussi la question de la surface de l'amnistie et de sa possible remise en cause.

### - La question de l'origine des sources

L'origine des sources utilisées sur ce site fait apparemment peu de doutes : elles paraissent *d'origine* très vraisemblablement officielle : des sources militaires (type fichage par le SNI<sup>3</sup>) plus que policières en raison du caractère synthétique du contenu - et non anecdotique, comme c'est souvent le cas des archives policières du DOPS. Fondé par deux militaires de haut rang, Ernesto Geisel et Golbery do Couto e Silva, hommes de confiance de Castelo Branco, le Service National d'Information est destiné à recueillir et analyser le renseignement de sécurité intérieure. Il est rapidement très développé, infiltrant ses racines dans tous les secteurs de la société, se plaçant au cœur des ministères et administrations, formant le centre d'une « communauté d'intelligence », chaque armée développant notamment en marge du service fédéral son organisme propre de renseignement.

Les sources sont soit sorties des archives, soit constituées à partir des archives par la « ligne dure » de la dictature militaire : celle qui n'a pas accepté la redémocratisation, n'a pas changé ses valeurs anti-démocratiques. Le(s) pourvoyeur(s) du site Internet aurait soit conservé par devers lui des archives officielles, soit eu accès (y compris récemment) à des archives existantes.

---

<sup>1</sup>. Voir par exemple <http://www.midiaindependente.org/pt/blue/2002/01/15636.shtml>, (16-01-2008).

<sup>2</sup>. <http://www.ternuma.com.br/aonde.htm> (20-01-2008).

<sup>3</sup>. Conçu par le général [Golbery do Couto e Silva](#), le SNI (*Serviço Nacional de Informações*) a été créé le 13 juin 1964 pour superviser et coordonner les activités d'information et de contre-information au Brésil comme à l'étranger. Il absorbe le *Serviço Federal de Informações e Contra-Inteligências* (SFICI-1958) et la *Junta Coordenadora de Informações* (JCI-1959). Il dispose d'*Escritórios* dans tout le pays, pour collecter l'information et les faire remonter, coordonnant le travail de ses agents, *cachorros* (non rémunérés officiellement pour cette tâche) et *secretas* (agents rémunérés et entraînés par le SNI). Le SNI a été supprimé en 1990 sous le gouvernement Collor, ses activités passant sous le contrôle d'autres organismes, jusqu'à la création en 1999 de l'*Agência Brasileira de Inteligência*. Plusieurs *cachorros* ou *secretas* ont fait l'objet de procédures administratives pour activités parallèles et illicites (cf. Márcio Paulo Buzanelli, « *Evolução histórica da atividade de inteligência no Brasil* », *IX Congresso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública*, Madrid, España, Nov. 2004)

Ce type de site contribue à alimenter en effet le débat sur l'existence d'archives sorties des administrations et non recensées ou d'archives existantes « personnelles » auxquelles l'accès est permis à certaines personnes en dépit des lois ou réglementations. Les archives de l'Etat de Minas, d'où est parti le Coup d'Etat, ont ainsi été officiellement détruites pour la période des gouvernements militaires, mais il existe aujourd'hui un microfilm qui a été heureusement conservé : sauf qu'on ne sait pas s'il contient tout ou seulement partie des archives disparues. Plusieurs contingents d'archives ont été découverts (plus ou moins intacts) en des lieux inattendus : un container par exemple près de l'aéroport de Salvador da Bahia contenant des archives en parties brûlées. En 2007, l'existence d'un Livre noir de l'armée brésilienne écrit sous le gouvernement du Président Sarney (1985-1989) a été rendue publique : ces quelque 1000 pages ont pour origine l'autorisation donnée par le ministère des Armées aux officiers de rédiger un livre noir sur la gauche brésilienne. Mais, le livre préparé, achevé, décision a été prise de ne pas le publier. Or, des extraits publiés par le *Correio Brasiliense* en plusieurs reportages montrent qu'entre-temps des documents cités par les officiers ont disparu depuis des archives.

- *Erreurs, réécriture ou mensonges ?*

L'écriture des « fiches » qui se veut factuelle peut être considérée comme délibérément calomniatrice : elle paraît utiliser des formes grossières de déqualification (en disant par exemple qu'un tel a beaucoup parlé) : elle n'évoque jamais évidemment de manière explicite la torture. Mais ne peut-on penser que dire que tel ou tel a beaucoup parlé signifie implicitement qu'il a été torturé jusqu'aux limites de l'existence ? On peut supposer que ces fiches, soustraites, copiées, recopiées ou ayant servi de base aux annotations publiées, ont été plus ou moins largement retouchées : notamment pour en faire des documents à charge et pour les « actualiser ».

Leur ressemblance avec des documents bruts, des fiches militaires ou de police, peut aussi signifier que, sans être en provenance directe d'un fonds d'archives détourné, elles ont été rédigées par des personnes ayant l'expérience de ce fichage : cette hypothèse paraît néanmoins bien fragile par rapport à celle qui suppose que ce sont bien des documents d'origine répressive passés en toute illégalité dans le domaine privé et franchissant un autre mur de l'illégalité en étant exposées ainsi mondialement sur la toile. Qu'on se souvienne tout de même qu'un citoyen brésilien demandant aujourd'hui à avoir communication du dossier constitué par la police dans ces années de dictature reçoit lui des documents tronqués (protégeant le personnel des organismes militaires ou policiers et les informateurs ou délateurs) et que certaines personnes ayant consulté leur dossier ou celui de proches ont eu l'impression (non confirmée par la lettre de la loi) d'avoir l'obligation légale de ne rien rendre public !

Les limites cependant entre erreurs d'origine et mensonge sont parfois plus floues qu'on ne l'imagine. Daniel Aarão Reis signale ainsi que, lorsqu'il a demandé, selon la législation en vigueur, communication des documents de police le concernant (*habeas data*), de nombreuses erreurs élémentaires ont été constatées : la police l'identifie ainsi parfois comme avocat, profession de son père... Et notre expérience des archives du FBI par exemple (il est vrai dans les années 1940 et pour l'étranger<sup>2</sup>) montre également qu'il ne faut pas surestimer la formation des agents de renseignements, souvent sommairement préparés à leur tâche et très réceptifs notamment aux informations de seconde main voire aux intoxications délibérées.

Ici, il est plausible que l'essentiel de ces fiches provienne de fait assez directement de fiches de police, peut-être voire sans doute complétées – avant ou après la mise en ligne – par des remarques de témoins. Quant à penser qu'elles ont été complétées à charge, la chose est plus que possible, le site ayant une vocation politique, « désignatrice » si ce n'est délatrice, ayant vocation à poursuivre l'éradication anti-communiste commencée en 1964, et à lutter contre la condamnation dominante (pas générale) dans la société actuelle des années de plomb, contre le retour de mémoire lié à la redémocratisation. Les fiches proposées par le site dans sa rubrique délatrice et dont nous donnons quelques extraits dans les pages qui suivent, qui ne concernent que des sympathisants ou militants de la lutte armée contre la dictature, sont par exemple assez mal informées sur le trajet à l'étranger des mêmes militants : cela tend à renforcer la présomption d'une origine militaro-policière de la base de la documentation, interne au Brésil et contemporaine des événements et non pas une reconstitution ultérieure des trajectoires.

#### - *Le difficile travail de la mémoire*

L'une des craintes exprimées aujourd'hui par ce site est celui d'une remise en cause profonde de l'amnistie brésilienne, notamment à partir des actions judiciaires internationales. L'amnistie a été décrétée en 1979. Elle est a priori globale, valable pour les forces armées ou de police comme pour les membres de la guérilla. Comme cela est dit ailleurs, tous les exilés n'ont en outre pas attendu l'amnistie pour rentrer (dès 1976-1977 notamment), tandis que d'autres ne sont pas rentrés définitivement, même après l'amnistie.

Sauf que le Brésil est signataire de conventions internationales prévoyant que les crimes de torture ne sont pas amnistiables et qu'ils ne sont jamais prescrits. Sauf encore que certains soutiennent au Brésil que l'amnistie ne couvre pas les agents de l'Etat ayant commis des crimes : Janaina Teles milite ainsi pour que l'un des tortionnaires de ses parents soit jugé : et c'est en effet

---

1. Témoignage de Daniel Aarão Reis à l'auteur (Paris, 14-01-2008), ce dernier étant largement redevable d'ailleurs des remarques du premier pour cette présentation.

2. Pour Cuba et le Brésil notamment. Cf. Denis Rolland, *Louis Jouvet et le théâtre de l'Athénée en guerre*, Paris, IUF-L'Harmattan, 2000.

la première fois que la justice brésilienne doit ainsi se prononcer sur la « surface » de l'amnistie<sup>1</sup>. Selon Daniel Aarão Reis, le problème est peut-être ailleurs : la société brésilienne ne serait pas très vigilante en matière de torture ; jusqu'à aujourd'hui, les cas de violence voire de torture par la police dénoncés par la presse ou les ONG ne sont pas à proprement parler exceptionnels au Brésil, mais ils touchent les catégories défavorisées de la population. Si la torture comme moyen de lutte contre la guérilla serait en fait devenue intolérable à l'opinion, ce ne serait que parce qu'elle a atteint après 1968 les classes moyennes et, parfois, des catégories plus aisées de la population nationale<sup>2</sup>.

S'il est certes vrai qu'une partie dominante des élites culturelles tend à se construire une mémoire de résistance à la dictature pas toujours profondément fondée, ce site, en rappelant avec beaucoup de force les « crimes » des « terroristes », en en faisant des crimes de droit commun, en prétendant montrer que finalement les terroristes ne sont ni des héros ni des repentis (au moins en matière idéologique), ce site internet, non seulement attaque le pouvoir du Parti des Travailleurs (PT) qui a inclus et inclut parfois encore dans ses rangs certains des résistants actifs à la dictature, non seulement est emblématique de l'anti-repentance d'une partie de la société brésilienne, mais il montre que les failles documentaires jointes à une législation restrictive sur l'accès aux archives contribuent à faciliter, plus de vingt ans après le retour à la démocratie, la construction de mémoires antagoniques puissantes n'agissant évidemment ni en faveur d'une démocratie mieux fondée, ni, surtout, en faveur d'une cohésion accrue d'une société traditionnellement très fragmentée.

---

<sup>1</sup>. En septembre 2006, un juge de l'Etat de São Paulo a accepté de juger Carlos Alberto Brilhante Ustra, colonel réformé de l'Armée ayant géré les opérations au sein du *DOI-Codi* de septembre 1970 à janvier 1974. Pour cette période, 502 actes de torture pratiqués par des hommes sous ses ordres et par lui-même ont été dénoncés. Pour la première fois, c'est un fonctionnaire et non pas l'Etat qui est jugé pour des actes réalisés pendant cette période. Ustra est donc le premier accusé à être jugé au Brésil pour actes de torture pendant la dictature militaire. En désapprouvant les avocats de la défense du colonel affirmant que les agents de sécurité bénéficiaient de la loi d'amnistie de 1979 et que, de ce fait, ils ne pouvaient être attaqués en justice, ce juge estime que l'amnistie a été accordée aux crimes commis, ce qui n'empêche cependant pas des actions civiles dénonçant la violation des droits de l'Homme. Depuis la fin 2005, la famille Teles – Maria Amélia, César, Criméia, Janaina et Edson, tous torturés entre 1972 et 1973 – a lancé une action en justice contre Ustra pour demander à la Justice de le déclarer en tant que tortionnaire et de reconnaître qu'il leur a provoqué des dommages moraux et physiques. Dans ce cas, il n'y aura pas de responsabilisation du colonel Ustra pour pratique de torture ni pour les quelques 40 assassinats liés à la violence des interrogatoires. Cependant, des organisations de défense des droits de l'Homme affirment que la condamnation civile du colonel Ustra pourrait ouvrir la voie à sa responsabilisation, également criminelle. Elles se basent sur la législation qui définit la pratique de la torture comme étant un crime imprescriptible. Cf. en français par exemple : <http://www.autresbresils.net/IMG/pdf/anistia.pdf> (16-01-2008). L'ancien responsable militaire se défend sur le site de Ternuma.com.br (<http://www.ternuma.com.br/bsb259.htm>).

<sup>2</sup>. Témoignage de Daniel Aarão Reis à l'auteur (Paris, 14-01-2008).



Une dernière remarque introductive à ces fiches aisées à comprendre même pour un non lusophone : il ne s'agit en aucun cas dans les pages qui suivent d'un échantillonnage représentatif de « l'exil » en France : le site n'est heureusement pas exhaustif en ce qui concerne les exilés en France et s'intéresse principalement aux guérilleros, à leurs soutiens et aux communistes : il prolonge d'une certaine manière les CCC ou Commandos de chasse aux communistes de l'époque de la dictature en utilisant des documents dont il était utile de souligner l'illégalité, à triple titre sans doute : origine, publication et éventuelle déformation. Fallait-il alors donner un peu de publicité à ce site ? Certainement pas mais, après discussion entre les organisateurs de la publication, il a semblé utile toutefois de le donner à voir, tout en ne prenant comme argent comptant aucune des informations communiquées dans ces fiches – à l'évidence trop bien informées pour ne pas avoir subi le prisme d'une écriture administrativo-politique. J'ajoute que, pour un public français, mal informé des antécédents politiques individuels et très largement extérieur aux polémiques brésiliennes, l'intérêt de cette publication encadrée d'un commentaire apparaît peu discutable, parce qu'éminemment moins polémique qu'elle ne le serait au Brésil.

Il n'est alors question que de profiter de l'existence de cette section du site - pour manifester avec l'une des représentations du passé à l'œuvre dans la société brésilienne, avec cette instrumentalisation du passé – ce révisionnisme présent dans la société brésilienne -, l'inégale accessibilité des sources (puisque certaines n'existent pas dans le domaine public) et la faiblesse de l'information – de ces fiches au moins – en ce qui concerne les trajectoires d'exil.

- pour poser aussi le problème de la sanction quant à l'exfiltration sur Internet de documentation sans doute d'origine publique et modifiées avec des intentions diffamatoires.

### 3. Documents

#### Présentation et révisionnisme historique (*texte original et traduction*)

##### **Extrait de la présentation : « sauver la vraie histoire de la Révolution de 1964 »**

Reunidos em 25 de julho de 1998, 32 anos passados das hediondas explosões do Recife, um punhado de democratas civis e militares, inconformados com a omissão das autoridades legais e indignados com a desfaçatez dos esquerdistas revanchistas, organizou o grupo "TERRORISMO NUNCA MAIS" (TERNUMA), a fim de resgatar a verdadeira história da Revolução de 1964 e, mais uma vez, opor-se a todos aqueles que ainda teimam em defender os referenciais comunistas, travestidos como se fossem democráticos.

*Réunis le 25 juillet 1998, 32 années après les hideuses explosions de Recife, une poignée de démocrates civils et militaires, refusant l'omission des autorités légales et indignées par l'impudence des gauchistes revanchards, a organisé le groupe "TERRORISME JAMAIS PLUS" (TERNUMA), afin de sauver la vraie histoire de la Révolution de 1964 et, encore une fois, s'opposer à tous ceux qui s'entêtent encore à défendre les références communistes, travesties en valeurs démocratiques.*

##### **Extraits de la page d'accueil: le révisionnisme historique ou le coup d'Etat à l'envers**

O início da década de 60 caracterizou-se, no Brasil, pelo agressivo ressurgimento do movimento comunista, que já havia sido debelado nos idos de 1935.

Impregnados de ideologias importadas, os comunistas brasileiros insuflavam a população e arquitetavam um golpe de estado, buscando a tomada do poder por meio de lutas no campo (Ligas Camponesas e Grupos dos 11) e nas cidades (instabilização da política, greves sindicais e subversão hierárquica nas Forças Armadas).

A sociedade brasileira, inquieta, exigiu uma resposta firme das Forças Armadas, que veio desaguar na Revolução de 31 de Março de 1964, desencadeada para dar um basta no caos social que se avizinhava. [...]

Foi somente em 1969 que as autoridades brasileiras decidiram dar uma resposta enérgica e profissional à luta terrorista, criando os órgãos de segurança que viriam, nos anos seguintes, dar um fim às ações armadas. [...] A partir de 1979, com a Lei da Anistia, os comunistas regressaram e, gradativamente, passaram a ocupar posições nos diversos escalões da República e dos estados, transformando-se de criminosos em "heróis" e de terroristas em "idealistas políticos".

*Le début des années 60 a été caractérisé, au Brésil, par la résurgence agressive du mouvement communiste, déjà soumis en 1935.*

*Imprégnés d'idéologies importées, les communistes brésiliens infiltraient la population et préparaient un coup d'Etat, cherchant à prendre le pouvoir par la lutte en milieu rural (Ligues Paysannes et Groupes des 11) et dans les villes (déstabilisation politique, grèves syndicales et subversion hiérarchique au sein des Forces armées).*

*La société brésilienne, inquiète, exigea une réponse ferme des Forces armées, alimentant la Révolution du 31 mars 1964, entreprise pour stopper l'imminent chaos social... C'est seulement en 1969 que les autorités brésiliennes décidèrent d'apporter une réponse énergique et professionnelle à la lutte terroriste, créant les agences de sécurité qui mirent fin dans les années suivantes aux actions armées...*

*À partir de 1979, avec la Loi d'amnistie, les communistes sont revenus et, graduellement ils ont occupé des positions importantes à tous les niveaux de la République et des Etats, se transformant de criminels en "héros" et de terroristes en "idéalistes politiques".*

<http://www.ternuma.com.br/apres.htm>

« Fiches » d'exilés passant par la France et certains autres pays d'Europe :

**João Quartim de Moraes :**

**JOAO CARLOS KFOURI QUARTIM DE MORAIS ("MANOEL", "MANÉ", "MANECO")**

- Formado em Direito e em Filosofia pela USP, foi militante da Política Operária (POLOP)

. Em 1968, após regressar depois de dois anos de estudos na França, foi um dos fundadores da Vanguarda Popular Revolucionária (VPR), onde chegou a participar de algumas ações armadas.

- Em Set 68, integrou o "Tribunal Revolucionário" que condenou à morte o Cap Chandler, "justiçado" em 12 Out 68 (ver "Justiçamento, O assassinato do Cap Chandler") , (ver "A Grande Farsa").

- Em Dez 68, por divergências políticas, foi expulso da VPR. Quatro meses depois, com nome falso, fugiu para o Uruguai.

- **Em Out 70, foi para Paris, onde viveu dez anos**, mas também passou pela Inglaterra, Itália, Iugoslávia e Chile.

- Em Fev 70, no Chile, foi um dos fundadores da revista "Debate", posteriormente também editada na Europa e que defendia, basicamente, a constituição de uma "plataforma para a união dos comunistas brasileiros".

- Com a anistia de 1979, regressou ao Brasil, onde passou a atuar na ABI/SP e foi contratado para ser professor da UNICAMP. Em 1983, foi nomeado Secretário de Imprensa do governo de São Paulo, pelo governador Franco Montoro.

- Atualmente, é professor titular do Instituto de Filosofia e Ciências Humanas da UNICAMP

- *Formé en Droit et en Philosophie à l'USP, il a été militant de la Politique Ouvrière (POLOP)*

- *En 1968, après deux années d'études en France, il fut l'un des fondateurs de l'Avant-garde Populaire Révolutionnaire (VPR) et participa à quelques actions armées.*

- *En sept. 68, il intégra le "Tribunal Révolutionnaire" qui condamna à mort le Cap. Chandler, "exécuté" le 12 Oct. 68 (voir "Justice, le meurtre du Cap. Chandler"), (voir "La grande farce").*

- *En déc. 68, suite à des divergences politiques, il fut expulsé de la VPR. Quatre mois plus tard, sous un faux nom, il fuit en Uruguay.*

- *En Oct. 70, il partit pour Paris, où il vécut dix ans, passant aussi en Angleterre, en Italie, en Yougoslavie et au Chili.*

- *En fév. 70, au Chili, il fut l'un des fondateurs de la revue "Debate", aussi éditée plus tard en Europe et qui défendait, pour l'essentiel, la constitution d'une "plate-forme pour l'union des Communistes brésiliens".*

- *Après l'amnistie de 1979, il est retourné au Brésil, où il a commencé à travailler à l'ABI/SP puis a été recruté comme enseignant de l'UNICAMP. En 1983, il a été nommé Secrétaire de Presse du gouvernement de São Paulo par le gouverneur Franco Montoro.*

- *Actuellement, il est professeur titulaire de l'Institut de Philosophie et Sciences Humaines de l'UNICAMP*

<http://www.ternuma.com.br/aonde.htm#Kfourri>

## Daniel Aarão Reis Filho

### DANIEL AARÃO REIS FILHO ("PLÍNIO"-"DJALMA"-"LUCIANO"-"SANDRO")

- Organização Terrorista : AP, DI/GB,MR-8;
  - Ex- Dirigente da AP, foi Presidente da UME;
  - Em 69, integrante do Grupo de Ação da DI/GB;
  - Em 15 Fev 69, participou do assalto ao Hospital Central da Aeronáutica ;
  - Em Abr 69, participou da III Conferência do MR-8, eleito para a Direção Geral ;
  - Em Jan 70, integrante da Direção Geral(DG) DO MR-8 e assistente da Frente Operária(FO);
  - Em 16 Fev 70, à noite: estouro do "aparelho" da Rua Montevideu, 391/201, Penha/GB, baleado o policial Daniel Balbino de Menezes; fugiram: Aarão Reis, José Roberto Spiegner, Cid de Queiroz Benjamin, Vera Sílvia Araujo Magalhães, Carlos Augusto da Silva Zílio e mais um não identificado ;
  - Em 06 Mar 70, preso, falou bastante;
  - Em 15 Jun 70, foi um dos 40 militantes comunistas banidos para a Argélia, em troca do Embaixador da Alemanha (Ver Recordando a História ), em seguida foi para o Chile;
  - Daniel Aarão Reis e S[...] Y[...] R[...] tiveram, no Chile, a filha T[...] ;
  - Em Nov 72, no Chile, participou da Assembléia do Racha do MR-8; ficou com o Grupo Militarista (MR-8) CP, Construção Partidária, que veio a dissolver-se em 73 ;
  - Na década de 90, casou-se com D[...] R[...] C[...], Historiadora, com quem teve o filho S[...], separaram-se e D[...]
  - Em 23.09.01, em entrevista ao Jornal *O Globo*, declarou que o projeto das organizações de esquerda que defendiam a luta armada era revolucionária, ofensiva e ditatorial. Pretendia-se implantar uma ditadura revolucionária. Não existe um só documento dessas organizações em que elas se apresentassem como instrumento de resistência democrática
  - Atualmente, é professor titular de História Contemporânea da UFF.
- 
- *Organisation Terroriste : AP, DI/GB, MR-8 ;*
  - *Ancien dirigeant de l'AP, il a été le Président de l'UME ;*
  - *En 69, membre du Groupe d'Action du DI/GB ;*
  - *Le 15 fév. 69, participa de l'assaut contre l'Hôpital Central de l'Aéronautique ;*
  - *En avr. 69, participa à la III<sup>e</sup> Conférence du MR-8, et fut élu à la Direction générale;*
  - *En janv. 70, intègre la Direction générale (DG) du MR-8, assistant du Front Ouvrier (FO);*
  - *Le 16 fév. 70, dans la nuit : explosion de l'"appareil" de la Rue Montevideo, 391/201, Penha/GB, le policier Daniel Balbino de Menezes est blessé par balle; Aarão Reis, José Roberto Spiegner, Cid de Queiroz Benjamin, Vera Sílvia Araujo Magalhães, Carlos Augusto Da Silva Zílio et d'autres non identifiés s'échappent ;*
  - *Le 6 mars 70, prisonnier, il a beaucoup parlé [évocation indirecte de la torture] ;*
  - *Le 15 juin 70, il fut l'un des 40 militants communistes bannis pour l'Algérie, en échange l'Ambassadeur de l'Allemagne (Voir « En se rappelant l'Histoire »), puis a été au Chili ; [manquent les séjours à Cuba et en France] ;*
  - *Daniel Aarão Reis et S[...] Y[...] B[...] ont eu, au Chili, une fille T[...] ;*
  - *En nov. 72, au Chili, il participa à l'Assemblée de Racha de la MR-8 ; il est resté avec Grupo Militarista (MR-8) CP, Construction Partisane, dissout en 73 ;*
  - *Dans les années 90, s'est marié avec D. R. C., historienne, avec qui il a eu un fils S. ils, se sont séparés et D.*
  - *Le 23-09-01, dans entrevue au Journal Globo, il déclara que le projet des organisations de gauche défendant la lutte armée était révolutionnaire, offensif et dictatorial. Elles*

*préendaient implanter une dictature révolutionnaire. Il n'y a pas un seul document de ces organisations où elles se présenteraient comme des instruments de résistance démocratique.*

*- Actuellement, il est professeur titulaire d'Histoire Contemporaine de l'UFF.*

<http://www.ternuma.com.br/aonde.htm#Daniel>

## **Aloysio Nunes Ferreira**

### **ALOYSIO NUNES FERREIRA("BETO", "MATEUS")**

- Como presidente do Centro Acadêmico XI de agosto, da Faculdade de Direito do Largo de São Francisco, São Paulo, participou da ocupação da Faculdade, ameaçando incendiá-la caso fosse invadida pela polícia. Contava para isso com mais de 100 coquetéis molotov.

- Em 1964 ingressou no Partido Comunista Brasileiro.

- Descontente com a linha pacífica do Partidão, optou pela luta armada, ingressando na Ala Marighela, mais tarde Ação Libertadora Nacional (ALN).

- Dentre muitas ações terroristas, a Ação Libertadora Nacional (ALN) participou do assassinato do Cap. do Exército dos EUA, Charles Rodney Chandler e do seqüestro do Embaixador americano Charles Burke Elbrick.

- Seu líder, Carlos Marighela, de quem era motorista, ficou famoso pela pregação da violência, sendo o autor do Minimanual do Guerrilheiro Urbano, livro de cabeceira das Brigadas Vermelhas, na Itália, e do grupo terrorista Baader-Meinhoff, da Alemanha.6- Em 10/08/1968 participou do assalto ao trem pagador da Santos-Jundiaí e, em outubro desse mesmo ano, ao carro pagador da Massey-Ferguson.

- Tentou viajar para Cuba com a finalidade de fazer um treinamento militar, no que foi impedido por Carlos Marighela.8

**- Em novembro de 1968, com o passaporte falso, viajou para Paris onde passou a coordenar as ligações de Cuba com os comunistas brasileiros. 9- Após três anos em Paris filiou-se ao Partido Comunista Francês.**

- Negociou com o Presidente argelino Hourri Chedid Boumediene para que comunistas brasileiros recebessem treinamento militar na Argélia.

- Regressou ao Brasil após a Lei da Anistia, de 1979, ingressando na política.

- Foi eleito pela esquerda deputado estadual, vice governador e deputado federal.

- Foi escolhido pelo Presidente Fernando Henrique Cardoso para Secretário Geral da Presidência da República.

- Como Secretário Geral da Presidência da República viajou à Cuba, na semana de 08 à 13/10/01, onde manteve conversações com seu velho e fraternal amigo Fidel Castro, o mais sangrento ditador do continente que mandou fuzilar no "paredon" 17 mil e prendeu trinta mil opositores ao Partido Comunista Cubano.

- No dia do seu retorno ao Brasil, como deferência ao seu passado revolucionário, Fidel Castro foi ao seu embarque no aeroporto e fez questão de acompanhá-lo até o avião para as despedidas.

- Foi Ministro da Justiça do Brasil, no Gov FHC.

-Em 2002, reassumiu a cadeira de Deputado Federal.

## Bruno Costa de Albuquerque Maranhão

**BRUNO COSTA DE ALBUQUERQUE MARANHÃO ("CARLOS", "FABIANO", "FRED", "HENRIQUE", "MARCIO", "PAULO", "ROQUE", "TIÃO", "VALMIR", "CECI", "MARINHO", "ROBSON")**

- Nasceu em 1939, filho de usineiros de Pernambuco.
- Formou-se como engenheiro mecânico eletricitista e casou-se com Suzana Helena de Britto Maranhão.
- Iniciou sua militância na antiga Ação Popular (AP).
- Desejando tomar posições mais radicais, participou, em 01 Out 67, em Niterói, da 1ª Reunião Nacional da "Corrente Revolucionária".
- Em 11/12 Abr 68, compareceu à I Conferência Nacional da "Corrente Revolucionária", realizada num sítio próximo a Niterói/RJ, quando foi fundado o Partido Comunista Revolucionário Brasileiro (PCBR), organização de linha militarista. Nessa ocasião, BRUNO MARANHÃO foi eleito membro efetivo do Comitê Central (CC) e membro da Comissão Executiva (CEX).
- Depois de uma breve passagem pela Guanabara, foi dirigir o PCBR em Pernambuco, dirigindo diversas ações armadas.
- Em 25 de Mai de 70, participou do assalto ao Banco da Bahia.
- De 23 Jan ao início de Fev 71, participou como convidado - representando o PCBR - do II Congresso da Vanguarda Armada Revolucionária Palmares (VAR-P), realizado na praia de Piedade, em Recife. Antes do final do conclave clandestino, numa hora de almoço, com medo de que chegasse a polícia, pulou o muro da casa e saiu correndo.
- **No início da década de 70, fugiu para o exterior - sem nunca ter sido preso - e foi residir no Chile e em Paris.**
- Com a anistia, retornou ao Brasil em 29 Ago 79.
- Ajudou a fundar o PT e, desde o início, vem integrando seu Diretório Nacional.
- De 1983 a 1985, foi presidente do PT em Pernambuco. Em Nov 82, foi derrotado nas eleições para senador, pelo PT/PE. Em Nov 85, foi derrotado nas eleições para prefeito de Recife, ainda pelo PT.
- Em 17/18 Mar 90, participou de uma reunião com os remanescentes do CC/PCBR.
- Em 1997, em Luiziânia/GO, participou da fundação do "Movimento pela Libertação dos Sem Terra" (MLST).
- Em Jul 04, BRUNO e outras lideranças do MLST foram recebidos pelo Presidente da República, que anunciou a liberação de R\$ 9 milhões para o movimento.
- Nos primeiros anos da fundação do PT, quando ia à Recife, Lula se hospedava na casa de Bruno Maranhão.
- Maranhão também já se hospedou na Granja do Torto, residência oficial da Presidência da República, como convidado de Lula.
- Até o dia 07/06/06, tinha assento na executiva nacional do PT. Ocupava o cargo de secretário de Movimentos Populares

## Chizuo Osava

### CHIZUO OSAVA ( "FERNANDO", "MARIO JAPA")

- Organização terrorista: VPR/SP;
- Em 26 Jul 68, participou da tomada da Rádio Independência, em São Bernardo do Campo/SP, para leitura de mensagem subversiva redigida por Carlos Marighella.- Em Set 69, participou do I Congresso da VAR-P ( Vanguarda Armada Revolucionária-Palmares), "Congresso do Racha", numa casa em Teresópolis, como convidado, só com direito a voz, chegou no meio do Congresso.
- Membro do "Racha dos 7", restaurando a VPR.- Em Nov 69, foi fazer curso de guerrilha na Argélia.- Conhecendo Chizuo Osava, Manoel de Lima disse-lhe que possuía o Sítio Palmital, na região de Barra do Azeite, na altura do Km 254 da BR-116, antiga BR-2, rodovia que ligava São Paulo a Curitiba. Eram 40 alqueires de terras, 30 Km ao sul de Jacupiranga, que poderiam ser vendidas desde que seu sócio, Flozino Pinheiro de Souza, concordasse.
- Levado por Chizuo, Celso Lungaretti adquiriu o Sítio Palmital por 3.500, registrando-o em seu nome falso, " Lauro Pessoa".
- Em 27 Fev 70, Chizuo Osava, militante da VPR, sofreu um acidente na Estrada das Lágrimas, em São João Climaco/SP. Ao ser socorrido, foi encontrada farta documentação e armamento dentro do seu carro, o que provocou sua prisão. Lamarca e o comando da VPR, ao tomarem conhecimento do fato, ficaram apreensivos. "Mario Japa" já tinha estado na área em Registro, e poderia, ao ser interrogado, "abrir" a preparação guerrilheira da organização. Era necessário liberta-lo rapidamente para preservar o sigilo das operações no Vale da Ribeira. Era preciso, urgentemente, fazer um operação que o libertasse, ação concretizada em 11 Mar, o seqüestro do do Consul japonês em São Paulo. (Ver Recordadndo a História)
- Em 14 Mar 70, foi um dos 5 militantes comunistas banidos para o México, em troca do Consul do Japão.- Logo após o banimento de Chizuo, Almir Dutton Ferreira envia um de seus contatos, Maria Adelaide Valadão Vicente, aeromoça da BRANIFF, ao México, a fim de saber o que Chizuo havia falado. Num "ponto", ao qual também compareceu Diógenes José Carvalho de Oliveira, Maria Adelaide entrega 8.000 cruzeiros a Chizuo e fica sabendo que a "repressão" pensava que a área era em Goiás. Transmitida a notícia, a VPR ficaria tranqüila por mais um mês.- **Curso em Cuba, Chile e Paris.**
- Atualmente, é correspondente da Interpress Service.

## Diógenes José Carvalho de Oliveira

### **DIÓGENES JOSÉ CARVALHO DE OLIVEIRA ("LEANDRO", "LEONARDO", "LUIZ" e "PEDRO")**

- A revolução de Mar 64 o encontrou como militante do Partido Comunista Brasileiro (PCB). Sentindo-se perseguido, fugiu para o Uruguai, onde ingressou, em 1966, no recém-criado Movimento Nacionalista Revolucionário (MNR) de Leonel Brizola.
- Ainda nesse ano, arranjado por Brizola, foi fazer curso de guerrilha em Cuba, onde ficou um ano e se destacou como especialista em explosivos.
- Em 1967, já no Uruguai, tomou consciência de que Brizola era muito de falar e pouco de agir. Diógenes queria, ardentemente, exercitar o que aprendera na ilha de Fidel
- Retornou ao Brasil e, em Porto Alegre, conheceu Almir Olímpio de Melo ("Paulo Melo"), que o conduziu a Onofre Pinto, em São Paulo, que também se havia desiludido com o comandante Brizola.
- Em Mar 68, concretizou-se o congresso de fundação da Vanguarda Popular Revolucionária (VPR) - organização comunista criada para derrubar o regime pela luta armada - cuja primeira direção ficou constituída por Wilson Egídio Fava, Waldir Carlos Sarapu e João Carlos Kfourri Quartim de Moraes, pelo grupo dissidente da Política Operária (POLOP), e Onofre Pinto, Pedro Lobo de Oliveira e Diógenes José Carvalho de Oliveira, pelo núcleo de remanescentes do MNR.
- Pôde assim, Diógenes, iniciar uma longa trilha de sangue, realizando algumas dezenas de ações terroristas na capital paulista, dentre as quais assaltos a bancos, explosões de bombas e assassinatos. O que se segue é, apenas, uma pequena, uma pálida idéia do que praticou esse militante comunista.
- No início da madrugada de 20 Mar 68, participou do atentado que fez explodir uma bomba-relógio na biblioteca da USIS, no consulado dos EUA, localizado no térreo do Conjunto Nacional da Avenida Paulista. Três estudantes amigos, que caminhavam pelo local, foram feridos: Edmundo Ribeiro de Mendonça Neto, Vítor Fernando Sicurella Varela e Orlando Lovecchio Filho, que perdeu o terço inferior da perna esquerda.
- Na madrugada de 20 Abr 68, preparou mais uma bomba, desta vez lançada contra o jornal "O Estado de São Paulo", que funcionava na esquina da Rua Major Quedinho com a Rua Martins Fontes; do mesmo modo que a anterior, a explosão feriu três inocentes
- Na madrugada de 22 Jun 68, participou do assalto ao Hospital do Exército em São Paulo, localizado no Cambuci. Fardados de tenente e soldados, cerca de 10 militantes da VPR renderam a guarda e roubaram nove fuzis FAL, três sabres e quinze cartuchos 7,62 mm
- Na madrugada de 26 Jun 68, fez parte do grupo de 10 terroristas que lançou um carro-bomba contra o Quartel General do então II Exército, no Ibirapuera, matando um dos sentinelas, o soldado Mario Kosel Filho, e ferindo mais seis militares. (VER "RECORDANDO A HISTÓRIA" - "ATENTADO AO QG DO II EXÉRCITO")
- Em 01 Ago 68, participou do assalto ao Banco Mercantil de São Paulo, localizado na Rua Joaquim Floriano, 682, no bairro do Itaim, com o roubo de NCr\$ 46 mil.
- Em 20 Set 68, participou do assalto ao quartel da Força Pública, no Barro Branco. Na



ocasião, foi morto a tiros o sentinela, soldado Antonio Carlos Jeffery, do qual foi roubada a sua metralhadora INA.<br>

- Em 12 Out 68, participou do grupo de execução que assassinou o capitão Chandler, do Exército dos EUA. Foi Diógenes quem se aproximou do capitão - que retirava seu carro da garagem, na frente da mulher e filhos - e nele descarregou os seis tiros de seu revólver Taurus calibre .38. (VER "JUSTIÇAMENTOS" - "ASSASSINATO DO CAP CHARLES RODNEY CHANDLER")

- Em 27 Out 68, participou do atentado à bomba contra a loja Sears da Água Branca.

- Em 06 Dez 68, participou do assalto ao Banco do Estado de São Paulo (BANESPA) da Rua Iguatemi, com o roubo de NCr\$ 80 mil e o ferimento, a coronhadas, do civil José Bonifácio Guercio.

- Em 11 Dez 68, participou do assalto à Casa de Armas Diana, na Rua do Seminário, de onde foram roubadas cerca de meia centena de armas, além de munições. Na ocasião, foi ferido a tiros o civil Bonifácio Signori.

- Diógenes foi o coordenador do assalto realizado em 24 Jan 69, ao 4º RI, em Quitaúna, com o roubo de grande quantidade de armas e munições e que marcou o ingresso de Carlos Lamarca na VPR. (VER "RECORDANDO A HISTÓRIA" - "LAMARCA: A TRAJETÓRIA DE UM DESERTOR")

- Em 02 Mar 69, Diógenes e Onofre Pinto foram presos na Praça da Árvore, em Vila Mariana.

- Um ano depois, em 14 Mar 70, foi um dos cinco militantes comunistas banidos para o México, em troca da vida do cônsul do Japão em São Paulo. (VER "RECORDANDO A HISTÓRIA" - "O SEQUESTRO DO CÔNSUL DO JAPÃO")

- Diógenes ficou pouco tempo no México, indo rever seus amigos em Cuba, onde ficou por cerca de um ano. Em 25 Jun 71, saiu de Cuba e foi para o Chile, que havia se tornado, com Allende, a nova "Cuba sul-americana". Com a queda de Allende, em Set 73, retornou ao México e daí **foi para a Europa, onde esteve em diversos países, dentre os quais a Itália e a Bélgica.**

- Em fins de 1974, radicou-se em Lisboa, onde permaneceu um ano.<br> -Em Jan 76, iniciou seu périplo africano, onde foi para Angola e Guiné-Bissau, sempre junto com sua então companheira Dulce de Souza Maia, a "Judith" da VPR.

- Em 1979 e em 1981, representando o governo de Guiné-Bissau, esteve no Brasil por alguns dias.

- Em 1986, era o assessor do vereador do PDT Valneri Neves Antunes, antigo companheiro da VPR e fazia parte do movimento "Tortura Nunca Mais".<br>

- Na década de 90, ingressou nos quadros do PT/RS, sempre assessorando seus líderes mais influentes.

- Era o Diógenes da VPR. Hoje, é o Diógenes do PT

-Atualmente é o presidente do Clube de Seguros da Cidadania, em Porto Alegre, órgão encarregado de coletar fundos para o PT.

## **Flavio Koutzii**

### **FLAVIO KOUTZII ("LAERTE")**

- Em meados da década de 60, era militante do PCB no Rio Grande do Sul. Empolgado pela luta armada para derrubar o regime, aderiu à Corrente Revolucionária que surgiu dentro do PCB e, em Out 67, compareceu ao encontro dessa dissidência que, em Abr 68, daria origem ao Partido Comunista Brasileiro Revolucionário (PCBR).
- Entretanto, partiu para outros caminhos e, em Abr 68, em Santos/SP, participou do congresso de fundação do Partido Operário Comunista (POC), formado pela fusão da Dissidência Leninista do PCB gaúcho (DL/PCB/RS) com dissidentes da Política Operária (POLOP). Nesse congresso, foi eleito membro efetivo do Comitê Nacional do POC e seu dirigente no RS. Em Jun 69, participou da Reunião Ampliada Nacional do POC, realizada numa casa de praia em Tramandaí/RS.
- Planejou e participou de diversas ações armadas, dentre as quais pode-se citar a 1ª ação do POC no RS, o assalto ao Banco Industrial e Comercial do Sul, em Porto Alegre, em 23 Jul 69.
- Em Abr 70, Flavio Koutzii e sua companheira, a também militante Maria Regina Jacob Pilla ("Carmen"), fugiram para a França.
- Em Jul 71, já no Chile, abandonou o POC e filiou-se ao trotskismo, ingressando na Tendência Combate, organização do Secretariado Unificado da IV Internacional.
- Regressando ao Brasil sem nunca ter sido preso, ingressou no PT, sendo eleito deputado estadual.
- Atualmente, é do "staff" do Ex-Min. das Cidades Olívio Dutra.

## **Henry Philippe Reichstul**

### **HENRY PHILLIPE REICHSTUL**

- Foi militante da Vanguarda Popular Revolucionária (VPR), tendo sido preso em maio de 1970.
- **Sua irmã francesa**, Pauline, mais conhecida por "Silvana", também era militante da VPR. Morreu em tiroteio no Grande Recife, em janeiro de 1973, quando, vinda de um guerrilha em Cuba, tentava reestruturar a VPR no Brasil.
- Foi presidente da Petrobrás, deixando o cargo em 2001;

## **Ladislav Dowbor**

### **LADISLAV DOWBOR ( " ABELARDO ", " JAMIL ", " NELSON ")**

- VPR ; VAR-P;
- **Francês, filho de pai polonês.**
- Em 21 Fev 63, naturalizou-se brasileiro quando residia em Recife; - Foi dirigente da VPR 1, da VAR-P e da VPR 2 ( CN );
- Em 68, membro do " Tribunal Revolucionário " da VPR que condenou à morte o Cap. Chandler, morto em 12 Out 68 ( Ver Justicamento).
- Nov 69, Congresso Nacional da Reestruturada VPR, foi designado membro do CN (Comando Nacional ). Depois substituiu José Raimundo da Costa como Cmt da UC/SP.
- Em 11 Mar 70, participou do seqüestro do Consul do Japão, em SP.
- Em Abr 70, o CN/VPR realizou uma reunião com os seus CMT/UC, numa casa em, Peruibe, cidade do litoral Sul paulista, a qual compareceram Carlos Lamarca, vindo da área de treinamento, Ladislav Dowbor, membro do CN e CMT/UC em São Paulo e Maria do Carmo Brito, membro do CN, além dos dois CMT/UC da Guanabara, Juarez Guimarães de Brito e José Ronaldo Tavares de Lira e Silva.
- Em 21 Abr 70, preso em São Paulo com Joaquim dos Santos e Lizst Benjamin Vieira, em ponto entregue por Maria do Carmo Brito ( presa em 18 Abr 70 ).
- Em 15 Jun 70, foi um dos 40 militantes comunistas banidos para a Argélia, em troca do Embaixador da Alemanha ( Ver Recordando a História );
- Com a chegada na Argélia dos quarenta banidos, trocados pelo Embaixador alemão, a FBI ( FRENTE BRASILEIRA DE INFORMAÇÕES ), criada exclusivamente para denegrir a imagem do Brasil no exterior, passou a ser dirigida por um colegiado composto por Miguel Arraes, Apôlonio de Carvalho, do PCBR, Ladislav Dowbor, da VPR, Jean Marc Friedrich Wan Der Weid, da AP e José Maria Crispim, do PCB.
- **Em Fev 71, Ladislav Dowbor e Apôlonio de Carvalho, membros do colegiado da coordenação internacional da FBI, dirigiram-se para a cidade de Lund na Suécia** onde se encontrava asilado o militante do MAR, Elio Ferreira Rego. Das conversações, resultou a decisão de criar-se uma sucursal da FBI em Lund, sob a supervisão de Elio Rego.
- Atualmente, Prof. Titular de Economia da PUC/SP; trabalha no Instituto de Economia da UNICAMP.

## **Maria Augusta Carneiro Ribeiro**

### **MARIA AUGUSTA CARNEIRO RIBEIRO ("GUTA", "ZAZÁ")**

- Nascida em 1947, a mineira de Montes Claros foi aos EUA em 1964, num intercâmbio de estudantes.
- Ao regressar, ingressou na Faculdade Nacional de Direito e foi participar do movimento estudantil no Centro Acadêmico Candido de Oliveira, o "CACO", iniciando sua militância no PCB.
- Defensora da luta armada, ingressou na Dissidência do PCB na então Guanabara (DI/GB), mais tarde transformada no MR-8.
- Em Out 68, foi presa pelo DOPS.
- Em 06 Set 69, foi a única mulher dentre os 15 militantes comunistas banidos para o México, em troca da vida do embaixador dos EUA, que havia sido seqüestrado dois dias antes.
- Do México, foi para Cuba, onde fez um curso de guerrilha.
- Em Nov 72, já morando no Chile, participou de uma assembléia do MR-8, que terminou num "racha": de um lado os "massistas", que continuaram (e até hoje continuam) com a sigla MR-8, e do outro, os "militaristas", defensores da continuação da luta armada, que adotaram a sigla "MR-8/CP", de "Construção Partidária". Este último grupo, mais radical, teve a liderança de "GUTA" e de Vladimir Palmeira, mas veio a dissolver-se no ano seguinte.
- **Passou pelos seguintes países: Itália (onde fez uma cirurgia dentária), Argélia e Suécia, onde teve um filho e formou-se em Pedagogia pela Faculdade de Artes e Ciências da Universidade de Upsala.**
- Regressou ao Brasil após a anistia de 1979 e foi trabalhar na Companhia Vale do Rio Doce.
- Em 1999, trabalhava com seu marido na Editora da Rio Graphis.
- Em 2002, era a diretora de Produção e Comercialização da Fundação Santa Cabrini, um órgão da Secretaria de Justiça do Estado do Rio de Janeiro, que atua no sistema prisional.
- Em 08 Jan 03, a ex-guerrilheira foi nomeada Ouvidora Geral da Petrobrás, com um polpudo salário.

## Marcio Moreira Alves

### MARCIO MOREIRA ALVES ("MARCITO")

- Em 66, Deputado Federal- Em Abr 66, recebeu carta de Arraes- Em 12 Mai 68-SP, participou da reunião de fundação do MOVIMENTO POPULAR DE LIBERTAÇÃO (MPL)

- "Prosseguindo as atividades de aliciamento, o advogado e jornalista Sebastião de Barros Abreu foi contatado por Dejaci Florêncio Magalhães, do MPL, através do jornalista D'Alembert Jorge Jaccoud, então chefe da sucursal de Brasília do "Jornal do Brasil". A intenção do MPL, na realidade, era a de fazer contato com José Porfírio, o mesmo da "guerrilha" de Trombas e Formoso, de quem Sebastião de Barros Abreu já fora advogado e ainda era amigo. Dejaci desejava entregar a José Porfírio um documento de Arraes e Almino Afonso, no qual eram expostas as linhas básicas do MPL. Arraes pretendia acelerar o processo revolucionário e via, na figura de Porfírio, o líder para desencadear uma guerrilha rural em extensa área a Este do rio Tocantins, nos estados de Goiás e do Maranhão. Esse documento foi explicado aos jornalistas Sebastião Barros de Abreu e D'Alembert Jorge Jaccoud pelo deputado federal Márcio Moreira Alves, em seu próprio apartamento."

- Em 03 Dez 68, O DEP FED Marcio Moreira Alves profere discurso no "PINGA-FOGO" da Câmara injuriando as Forças Armadas e qualificando seus quartéis como "Valhacouto de Gangsters"

.- Em 12 Dez 68, Câmara dos Deputados rejeita pedido do Executivo de processar o Dep Fed Marcio Moreira Alves

- Em 13 Dez 68, Ato Institucional Nº 05 (AI-5); Governo Costa e Silva.- Cassado o Dep Fed Marcio Moreira Alves

- Em início 69 participou da reunião do MPL na fazenda de seu pai, no RJ, para analisar o AI 5 de Dez 68

**- Em Out 69 Arraes, Marcio Moreira Alves, Almerly Bezerra e Everaldo Noroies criaram, em Paris, a Frente Brasileira de Informações (FBI).**

- Em 72, foi encarregado de restabelecer as atividades da FBI na Inglaterra, enquanto se definia a expansão da distribuição dos boletins da FBI a todos aqueles que pudessem colaborar com a sórdida campanha de difamação do Brasil.

- Em 15 Mar a 09 Abr 72, na Igreja São Clemente, em Nova York: A FBI realizou uma extensa promoção contra o Brasil, englobando conferências, debates, filmes e representações. O evento contou com a participação do teatrólogo Augusto Boal, do cineasta Gláuber Rocha e do ex-deputado Márcio Moreira Alves, dentre outros.

- Em 07 JUL 72, o comitê alemão da Amnesty International patrocinou, em Hamburgo, uma conferência de Márcio Moreira Alves, ocasião em que foi feita a propaganda de um de seus livros, contendo injúrias contra o Brasil.

- Em Out 74: Com a Revolução dos Cravos, foi morar em Lisboa, Portugal.

- Articulista do Jornal "O Globo", utilizando sua coluna, muitas vezes, na defesa de terroristas e do terrorismo.

-Está inativo em sua residência por motivo de doença.

## **Rafton Nascimento Leão**

### **RAFTON NASCIMENTO LEÃO ("GORDO", "MENDES")**

- Originado de Goiás, militou no Comando de Libertação Nacional (COLINA) e, posteriormente, na Vanguarda Armada Revolucionária Palmares (VAR-P), onde participou, em Set 69, do seu I Congresso, realizado numa casa em Teresópolis.- Em **Nov 70, fugiu para o Chile e, posteriormente, esteve em diversos países, como a Argentina, a Suécia e Moçambique. Regressou ao Brasil em Set 80, sem nunca ter sido preso.**

- Em 2002 era o Assessor Chefe de Planejamento e Controle da Secretaria de Estado de Trabalho, do governo do Estado do Rio de Janeiro, nomeado pelo então Governador Garotinho.

## **Ubiratan de Souza**

### **UBIRATAN DE SOUZA ("GREGORIO", "MAURICIO", "RAIMUNDO", "REGIS", "ROMUALDO")**

- Foi militante da Vanguarda Armada Revolucionária Palmares (VAR-P) e da Vanguarda Popular Revolucionária (VPR), tendo atuado no Rio Grande do Sul e em São Paulo.

- De 02 Fev a 18 Abr 70, participou do treinamento de guerrilha realizado pela VPR em Registro/SP. Nesse ano, como integrante de uma Unidade de Combate da VPR em SP, participou de diversas ações armadas, dentre as quais pode-se citar o assalto, em 28 Set 70, à viatura da Rádio Patrulha nº 53, na Rua Alcindo Guanabara, perto da Av. Lins de Vasconcelos, quando o veículo foi incendiado e as armas - revólveres e metralhadoras - dos dois policiais foram roubadas.

- Foi preso em 02 Out 70.

- Em 13 Jan 71, foi um dos 70 militantes comunistas banidos para o Chile, em troca da vida do embaixador da Suíça. No mês seguinte, foi nomeado pelo próprio Carlos Lamarca para ser o coordenador das bases da VPR no Chile.

- **Esteve em diversos países, dentre os quais Cuba e França. Regressou ao Brasil em Nov 79.**

- Foi Secretário Especial de Orçamento e Finanças do Governo do RS, na gestão de Olívio Dutra.

## Vera Silva Araujo Magalhães

**VERA SILVIA ARAUJO MAGALHÃES (ANDREIA", "CARMEN", "MARTA", "ANGELA", "DADA")**

- Organização Terrorista: MR-8
- Em Abr 69, participou da III Conferência do MR-8
- Em 16 Fev 69, participou do seqüestro do Embaixador dos EUA. ([Ver "Recordando a História"](#))
- Em 16 Fev 70, estouro do "aparelho" da Rua Montevideu, 391/201, Penha-GB, baleado o policial Daniel Balbino de Menezes, fugiu com outros terroristas.
- Em 06 Mar 70, foi presa, levando um tiro de raspão na cabeça. Falou bastante.
- Em 15 Jun 70, foi um dos 40 militantes comunistas banidos para a Argélia, em troca do Embaixador da Alemanha, seqüestrado em 11 ii Jun 70, no Rio de Janeiro, pela VPR e ALN ([Ver "Recordando a História"](#))
- **Em 78, em Paris nasceu seu filho Felipe.**
- Atualmente, integra a ONG Alto- Lapa- Santa.

## Washington Adalberto Mastrocinque martins

**WASHINGTON ADALBERTO MASTROCINQUE MARTINS ("RAUL")**

- MILITANTE DA ALN/SP
- MAR A SET 69: FEZ CURSO EM CUBA; II EXERCITO DA ALN = GRUPO DOS 25; FOI O REPRESENTANTE DE "TOLEDO" NO CURSO
- 1970: VOLTOU AO BRASIL MAS, LOGO DEPOIS, REGRESSOU A CUBA, DIZENDO QUE NO BRASIL NAO TINHA INFRAESTRUTURA PARA GUERRILHA; EM CUBA, RECEBEU U\$ 300 MIL PARA ENTREGAR NA FRANÇA; DESERTOU E, EM VEZ **DA FRANÇA, FUGIU PARA A SUECIA**; FOI CONDENADO À MORTE PELOS CUBANOS; QUANDO SOUBE, LIGOU PARA A EMBAIXADA DE CUBA NA SUECIA E JOGOU A MALA DE DINHEIRO NA EMBAIXADA; FOI SUSPENSA SUA PENA DE MORTE; FOI VIVER NA SUIÇA
- NO INICIO DE GOVERNO DE MARIO COVAS, FOI NOMEADO CHEFE DE GABINETE DA SECRETARIA DE ESTADO DE TRANSPORTES METROPOLITANOS DE SP
- ATUALMENTE É FUNCIONÁRIO DA PREFEITURA DE SÃO PAULO

